

PLATEFORME ÉLECTORALE 2011

# Les Suisses votent UDC



Ma maison -  
notre Suisse



Pour une Suisse forte

# C'est ainsi que nous voulons la Suisse

Voter UDC, c'est savoir exactement ce que l'on veut. L'UDC parle franc; elle affiche ses intentions et suit fidèlement sa ligne. Les représentants de l'UDC que vous avez élus dans les autorités fédérales, cantonales et communales vous ont donné la garantie qu'ils tiendraient leurs promesses électorales. Ils poursuivront sur cette voie et accepteront d'être mesurés à l'aune de leurs engagements.

## L'UDC s'engage

- ▶ pour un avenir dans la sécurité, la liberté et la prospérité, pour une Suisse dans laquelle il fait bon vivre;
- ▶ pour un Etat économe et la baisse des impôts, taxes et redevances pour tous;
- ▶ pour le cas particulier suisse avec ses principaux piliers que sont la souveraineté, la démocratie directe, la neutralité permanente, le fédéralisme et la subsidiarité;
- ▶ pour plus de marché et moins de bureaucratie, pour des emplois sûrs dans les entreprises, les arts et métiers;
- ▶ pour la limitation de l'immigration afin que la Suisse reste un pays agréable à vivre et que nous ne nous sentions pas étrangers dans notre propre pays;
- ▶ pour une politique extérieure ferme et ouverte au monde sans adhésion à l'UE, à l'EEE ou à l'OTAN;
- ▶ pour des peines sévères frappant les criminels en lieu et place d'une justice complaisante et pour l'expulsion des étrangers criminels.



# S'engager pour la Suisse

La Suisse est plus performante et plus libre que les autres pays. En Suisse, le dernier mot appartient aux citoyennes et aux citoyens. Suisse égale qualité, sécurité, diversité. Ces forces, la Suisse les doit à son indépendance et son originalité. La Suisse a choisi la démocratie directe, l'indépendance et la neutralité. Une monnaie nationale nous apporte la stabilité économique; le respect de la sphère privée protège les citoyens et leur donne des libertés. Ces avantages et ces acquis doivent être défendus. Pour cela, l'UDC doit gagner les élections fédérales 2011.

## Non à l'adhésion à l'UE

Si la Suisse est aujourd'hui en si bonne position au niveau international, c'est notamment grâce au «non» du peuple suisse à l'EEE en 1992. Cela n'empêche pas de nombreux politiques et fonctionnaires, animés de motivations égoïstes, de vouloir pousser la Suisse dans l'UE. La demande d'adhésion de la Suisse à l'UE est toujours déposée à Bruxelles. Or, en cas d'entrée dans l'UE, les Suissesses et les Suisses paieraient deux fois, voire trois fois. Adhérer à l'UE, c'est pour la Suisse perdre la démocratie directe, l'indépendance, la neutralité et le franc suisse. Baisse des salaires, hausse du chômage, augmentation des loyers, encore plus d'impôts, de taxes et de redevances ainsi que des versements par milliards à Bruxelles, voilà les conséquences d'une adhésion à l'UE.

## Limiter l'immigration

Selon divers scénarios établis par la Confédération, la Suisse pourrait compter jusqu'à 10 millions d'habitants en 2035. C'est là une conséquence d'une immigration incontrôlée. La politique du Conseil fédéral et des partis du centre-gauche dans le domaine de l'immigration a des conséquences graves. Des qualités et traditions fondamentales de notre pays sont menacées. De surcroît, de nombreuses Suissesses et de nom-

breux Suisses ne se sentent plus en sécurité dans leur propre pays. Près de la moitié des crimes commis en Suisse doivent être mis sur le compte d'étrangers. Voilà une conséquence d'une immigration massive et incontrôlée et d'une justice laxiste. C'est la raison pour laquelle l'UDC a lancé son initiative pour le renvoi des étrangers criminels. Les étrangers qui assassinent, violent et volent doivent quitter notre pays.

## Les Suisses votent UDC!

Les élections fédérales du 23 octobre 2011 décident de l'orientation politique de la Suisse dans les années à venir: libre ou sous tutelle, sûre ou menacée, proche du peuple ou élitaire, fidèle à la patrie ou méprisant le patriotisme, en bref, pour ou contre la Suisse. L'UDC se bat pour les acquis et les qualités de la Suisse et contre les dysfonctionnements et les abus. Nous nous engageons pour l'indépendance et la neutralité, contre l'adhésion à l'UE, pour la limitation de l'immigration et la sauvegarde des droits populaires. Nous comptons sur vous dans ce combat. Si, comme nous, vous voulez vous engager pour la Suisse, nous vous recommandons l'UDC – le parti de la Suisse. Donc – les Suisses votent UDC!



Toni Brunner, conseiller national,  
président UDC Suisse



# Limiter l'immigration

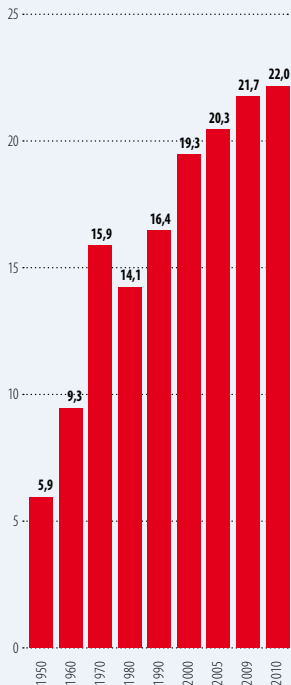
En acceptant la libre circulation des personnes et en ouvrant ses frontières, la Suisse a renoncé à contrôler l'immigration. Il n'existe guère d'autres pays au monde dans lequel vivent autant d'étrangers par rapport à la population autochtone qu'en Suisse. Les conséquences de cette situation pour les infrastructures, les loyers, le prix du sol, l'aménagement du territoire, la consommation d'énergie, les écoles, la santé publique ou encore les institutions sociales sont graves.



## Rétablir le contrôle

Une immigration modérée durant une période déterminée peut être raisonnable, notamment pour permettre à l'économie de recruter la main-d'œuvre dont elle a besoin. Ce qui compte cependant, c'est que l'immigration reste contrôlable et qu'elle puisse être réduite, voire stoppée en cas de besoin. Tel n'est plus le cas aujourd'hui. Durant les quatre ans écoulés, le nombre d'immigrants a dépassé de 330 000 celui des émigrants selon les chiffres officiels. Si cette tendance se poursuit à long terme, les effets négatifs pèseront nettement plus lourd que les éventuelles conséquences positives de l'immigration. 70% environ des immigrants proviennent de l'UE.

## Proportion d'étrangers depuis 1950 en pourcent



Source: ODM

Libre circulation des personnes oblige, cet afflux ne peut plus être influencé. Cette situation est aggravée par un regroupement familial trop facile en provenance d'Etats tiers, par les nombreux clandestins et par la nouvelle progression du

nombre de requérants d'asile. Pour redonner à la Suisse les moyens d'agir, il faut réexaminer l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE et le traité de Schengen et ouvrir de nouvelles négociations avec Bruxelles. Les immigrants clandestins doivent être rigoureusement renvoyés et les procédures d'asile accélérées.

## Les faits

Les conséquences de la libre circulation des personnes et de l'ouverture des frontières sont toujours plus manifestes. Le solde migratoire, donc la différence entre l'immigration et l'émigration, dépassait durant les quatre ans écoulés un pourcent de la population totale pour atteindre, en valeur absolue, une immigration annuelle nette de 83 000 personnes – qui travaillent en Suisse, habitent en Suisse et se servent des institutions sociales et des infrastructures suisses. Cet accroissement annuel correspond à peu près à la population de la ville de St-Gall. En soixante ans seulement, la proportion d'étrangers vivant en Suisse a presque quadruplé: elle a passé de 5,9% en 1950 à 22% en 2010 et continue de croître. Aucun pays voisin de la Suisse n'affiche une proportion d'étrangers aussi élevée. Les scénarios publiés par l'Office fédéral de la statistique concernant le déve-

loppement démographique de la Suisse nous indiquent clairement où nous conduira cette évolution. Selon divers pronostics, quelque 10 millions de personnes pourraient vivre en Suisse d'ici à 2035.

## Exigences de l'UDC:

- ▶ **l'immigration doit à nouveau être contrôlée et raisonnablement limitée.**
- ▶ **de nouvelles négociations doivent être ouvertes sur l'accord de libre circulation des personnes et l'accord de Schengen.**
- ▶ **la Confédération doit présenter ouvertement les effets négatifs de la libre circulation des personnes et d'une immigration incontrôlée sur les loyers, les prix du sol, l'aménagement du territoire et les infrastructures, les écoles, le chômage et les institutions sociales.**
- ▶ **les personnes séjournant illégalement en Suisse et les étrangers criminels doivent être renvoyés.**
- ▶ **la procédure d'asile doit être accélérée.**



## **Punir plus sévèrement les criminels**

La sécurité est un facteur central déterminant l'attractivité d'un pays. Chaque citoyenne et chaque citoyen a le droit de vivre en sécurité à domicile et en déplacement. Mais aujourd'hui presque chacun d'entre nous connaît quelqu'un qui a été victime d'un cambriolage ou d'un acte de violence. La statistique confirme que les délinquants sont fréquemment des étrangers: près de la moitié des délits sont commis par des étrangers.

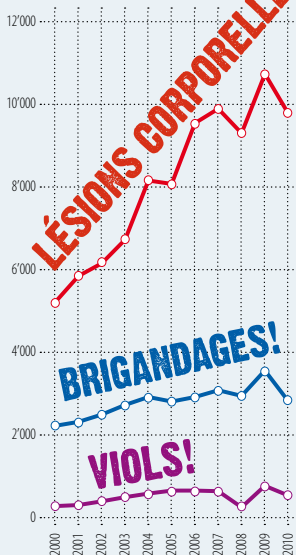




## Plus de sécurité pour tous

De nombreuses Suissesses et de nombreux Suisses ne se sentent plus en sécurité dans leur propre pays. Les personnes âgées ne sont pas les seules à ne plus oser sortir le soir dans la rue. Les jeunes aussi subissent des harcèlements ainsi que des agressions verbales ou physiques. Près de la moitié de tous les crimes commis en Suisse sont le fait d'étrangers. La proportion de délinquants étrangers coupables d'homicides intentionnels est de 54% alors qu'elle est même de 57% pour les viols! Le nombre d'étrangers convaincus d'abus sociaux est également disproportionné. Cette situation est la conséquence d'une immigration massive incontrôlée et d'une justice laxiste. Si l'initiative UDC sur le renvoi des étrangers criminels a été acceptée, c'est parce que les Suissesses et les Suisses veulent davantage de sécurité, des frontières mieux contrôlées et, sur-

## Développement des délits pénaux entre 2000 et 2010



Source: statistique policière criminelle



tout, une action plus ferme contre les criminels. Grâce à l'initiative sur le renvoi, les étrangers, qui ont commis un crime grave en Suisse, seront enfin rigoureusement renvoyés et frappés d'une interdiction de séjour d'au moins 5 ans. Or, le Conseil fédéral refuse obstinément d'appliquer correctement ces dispositions voulues par le peuple et de procéder à des renvois systématiques. Le droit pénal et sa stricte application sont d'une importance capitale pour un Etat de droit: ils règlementent la cohabitation, définissent la manière dont l'Etat traite les citoyens qui ne respectent pas la loi et fixent les sanctions frappant les violations des règles. La peine doit, d'une part, dissuader des malfaiteurs potentiels de commettre des actes pénaux et, d'autre part, punir les méfaits pour satisfaire au besoin des victimes et de la société. La sanction pénale ne peut cependant remplir ce rôle essentiel que si elle a effectivement un caractère

pénal. Pour l'UDC, c'est une évidence: la protection des victimes passe avant la protection des malfaiteurs. Or, les révisions du droit pénal de ces dernières années ont pris une direction inverse. Marquée par l'idéologie soixante-huitarde, la gauche a réussi, avec la complicité des partis du centre, à ramollir la justice au profit des malfaiteurs au point qu'on assiste aujourd'hui à une réelle complaisance judiciaire à l'égard des délinquants.

## Exigences de l'UDC:

- ▶ **acceptée par le peuple, l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels doit être appliquée sans discussion.**
- ▶ **la complaisance actuelle de la justice à l'égard des criminels doit cesser et le droit pénal doit être durci.**
- ▶ **une détention doit être une véritable peine.**
- ▶ **la première priorité revient à la protection des victimes.**
- ▶ **les jeunes délinquants doivent être systématiquement annoncés aux enseignants ou maîtres d'apprentissage concernés avec indication du délit commis.**

# Les Suisses votent UDC



**Engagez-vous avec l'UDC  
pour la Suisse!**

Avec un don sur le **CCP 30-8828-5**  
vous soutenez la politique de l'UDC.

Un grand merci!

UDC Suisse  
Secrétariat général  
Case postale 8252  
3001 Berne  
Tél. 031 300 58 58  
Fax 031 300 58 59  
info@udc.ch

[www.votez-udc.ch](http://www.votez-udc.ch)



Pour une Suisse forte



# Non à l'adhésion à l'UE

L'objectif de la politique extérieure de la Suisse est défini à l'article 2 de la Constitution fédérale: «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays». Une adhésion à l'UE est incompatible avec ces principes. La Constitution oblige aussi le Conseil fédéral à résister aux pressions politiques des autres Etats et à défendre les intérêts de la Suisse. Ces dernières années, le gouvernement suisse a largement ignoré ce mandat constitutionnel.



## **Les intérêts suisses priment**

La majorité du Conseil fédéral et du Parlement aimerait faire entrer la Suisse dans l'UE plutôt aujourd'hui que demain. Ces milieux continuent de travailler de manière certes plus sournoise qu'autrefois, mais néanmoins avec acharnement à faire entrer la Suisse dans l'UE. S'ils refusent de retirer la demande d'adhésion, qui dort dans un tiroir bruxellois, c'est uniquement parce qu'ils veulent adhérer à l'UE. Ils nient les conséquences négatives d'une adhésion à l'UE, tout comme les inconvénients de divers accords négociés avec l'UE. Les problèmes posés à la Suisse par la libre circulation des personnes, par l'accord de Schengen ou encore par le principe

du Cassis-de-Dijon sont de plus en plus manifestes. Mais le Conseil fédéral veut encore conclure d'autres traités, comme par exemple un accord de libre-échange agricole avec l'UE qui aurait des conséquences désastreuses pour l'agriculture suisse. Si la Suisse n'est pas encore membre de l'UE, c'est uniquement grâce à son «cas particulier», soit notamment sa démocratie directe qui permet au peuple de participer aux décisions politiques.

## **Non à de mauvais contrats**

La tactique du salami pratiquée par les partisans de l'UE au Conseil fédéral, au Parlement et dans l'administration se poursuit. La tentative de la présidente de la Confédéra-

tion, Micheline Calmy-Rey, et du ministre de l'économie, Johann Schneider-Ammann, de lancer un troisième paquet d'accords bilatéraux indique clairement que la volonté de pousser la Suisse dans l'UE est toujours bien présente. Ce nouvel ensemble d'accords com-

prend en effet la reprise obligatoire du droit UE et la mise en place d'autorités judiciaires, d'interprétation et de surveillance. La Suisse irait ainsi encore plus loin qu'avec le traité EEE rejeté en 1992. Cela est inacceptable.

## Les incorrigibles euro-fanatiques:

«Le NOMES exige le lancement immédiat d'un processus interne préparant la Suisse à adhérer à l'UE.»

<http://www.europa.ch>

«Le PS Suisse est le seul parti présent au Conseil fédéral à exiger la rapide ouverture de négociations d'adhésion avec l'UE afin que la Suisse ne continue pas de perdre sa souveraineté.»

<http://www.sp-ps.ch>

«Je pars de l'idée que les Verts continuent de se considérer comme un parti majoritairement favorable à l'UE.»

*Ueli Leuenberger, président du Parti des Verts Suisse*

<http://www.nzz.ch> du 6.8.2010

L'UE annonce que la voie bilatérale avec la Suisse approche de sa fin. «Maintenant nous devons rediscuter d'une adhésion à l'UE.»

*Christa Markwalder, conseillère nationale PLR*

<http://www.20min.ch> du 20.7.2010

## Exigences de l'UDC:

- ▶ la demande d'adhésion pendante depuis 1992 doit enfin être retirée.
- ▶ le Conseil fédéral doit annoncer à l'UE que la Suisse veut garder sa souveraineté et qu'elle refuse donc de s'engager dans des liens institutionnels et de reconnaître des juges étrangers.
- ▶ le pouvoir politique doit être empêché de conclure des accords qui ont des inconvénients pour la Suisse.
- ▶ le projet d'accords bilatéraux III doit être rejeté avec force.
- ▶ il est exclu que la Suisse promette à nouveau des contributions financières directes ou indirectes à l'UE (paiements de cohésion, crédit FMI, etc.).



## Renforcer les droits du peuple

Pour préparer la Suisse à l'adhésion à l'UE, des politiques et des professeurs cherchent à restreindre les droits du peuple. S'il en va selon la volonté du Conseil fédéral, les motifs d'invalidation d'initiatives populaires seront étendus et des «avertissements» seront imprimés sur les listes de signatures. Ces mêmes milieux sabotent l'application d'initiatives acceptées par le peuple comme l'initiative sur le renvoi ou l'initiative contre les minarets. Ils veulent enlever des droits au peuple et donner en contrepartie plus de pouvoir aux autorités et aux tribunaux. C'est hors de question pour l'UDC.



## Protéger le droit d'initiative

Le Conseil fédéral souhaite à l'avenir pouvoir invalider des initiatives qui «sont contraires à la teneur essentielle des droits fondamentaux constitutionnels». Si une initiative risque d'entrer en conflit avec un quelconque accord international ou un quelconque droit international impératif, la feuille de signatures serait munie d'un «avertissement». Voilà un pas de plus vers l'abolition des droits populaires. Le refus d'appliquer

## Le Conseil fédéral, l'administration et les autres partis minent de plus en plus les droits du peuple:

- L'ensemble du droit international est placé au niveau du droit international impératif, donc superposé au droit suisse. Conséquence: des décisions prises par le peuple dans l'urne ne sont plus appliquées. Le dernier exemple en date est le refus du Conseil fédéral d'appliquer l'initiative sur le renvoi approuvée par le peuple, donc d'expulser les criminels étrangers.
- Le Conseil fédéral veut étendre les motifs d'invalidation d'initiatives populaires et introduire un examen matériel préalable des initiatives avec un «avertissement» figurant sur les listes de signatures. Conséquence: toutes les initiatives qui déplaisent au Conseil fédéral seront munies d'un avertissement.
- Le Conseil fédéral veut introduire la juridiction constitutionnelle et admet ainsi une politisation de la justice. Conséquence: le dernier mot lors de modifications de lois n'appartiendra plus au peuple mais à la justice.



des initiatives approuvées par le peuple, comme c'est le cas actuellement avec l'initiative sur le renvoi, va dans le même sens. Le Conseil fédéral préfère s'excuser humblement à l'étranger pour son peuple – comme dans le cas de l'initiative contre les minarets. Le but de cette politique est de priver le peuple de ses droits de participation pour que les élites puissent vivre leurs fantasmes internationalistes.

## **Importante élection par le peuple**

L'élection du Conseil fédéral par le peuple serait un important renforcement des droits populaires. En faisant cette proposition, l'UDC entend compléter la démocratie au niveau fédéral. Cette élection aurait lieu, comme dans la grande majorité des cantons et des communes, selon le système majoritaire, mais en réservant au moins deux sièges à la Suisse latine. Contrairement au Parlement, le peuple élirait son gouvernement sans intrigues mesquines, sans considérations partisans et sans intérêts égoïstes. Les ententes d'arrière-boutique appartiendraient au passé. Elus par le peuple, les conseillers fédéraux défendraient davantage les intérêts du peuple. Inversement, la population serait plus responsable de son gouvernement et plus personne ne pourrait dire qu'«ils font de toute

manière ce qu'ils veulent». Pour toutes ces raisons, une élection du Conseil fédéral par le peuple assainirait notablement la politique suisse. Grâce à l'UDC, le peuple suisse pourra décider dans l'urne durant la prochaine législature s'il veut élire directement son gouvernement.

## **Exigences de l'UDC:**

- ▶ **il est hors de question d'admettre un minage des droits populaires et une intervention arbitraire des autorités contre des initiatives populaires.**
- ▶ **les droits démocratiques doivent être vigoureusement défendus.**
- ▶ **un système d'élection du Conseil fédéral par le peuple renforce et complète judicieusement la démocratie.**
- ▶ **il faut exiger des autorités qu'elles défendent notre régime juridique au lieu d'appliquer aveuglément tout ce qui vient de Bruxelles.**
- ▶ **la Suisse doit renoncer à une juridiction constitutionnelle.**



## Faire la lumière dans la chambre noire du Conseil des Etats

Autrefois bastion bourgeois et garant de la stabilité politique, le Conseil des Etats est devenu au fil des ans une chambre excessivement europhile et qui oublie les intérêts de la patrie. L'UDC s'est fixé pour objectif de révéler les réelles positions politiques du Conseil des Etats. Pour cela, il faut commencer par faire toute la lumière sur les décisions et les rapports de vote à la Chambre des cantons. A moyen terme, l'UDC vise une représentation au Conseil des Etats conforme à sa force politique.

## Glissement à gauche

Le Conseil des Etats a fortement glissé à gauche ces dernières années. Autrement dit, elle est considérée comme une «valeur sûre» capable de corriger dans le sens de la politique bourgeoise les erreurs commises par le Conseil national, la Petite Chambre a bien changé. Les conséquences de ce développement navrant se révèlent dans de nombreux dossiers traités durant cette législature. Par exemple, le Conseil des Etats s'est systématiquement opposé aux tentatives de durcir le droit pénal ou d'endiguer l'immigration. Parallèlement, il a accepté d'augmenter de 30 ct. par litre le prix de l'essence. Il voulait aussi envoyer l'armée suisse combattre les pirates à la Corne de l'Afrique et cherchait à légaliser les personnes séjournant clandestinement en Suisse.

## Afficher les rapports de vote

La législature à venir sera avant tout marquée par une question essentielle: la Suisse garde-t-elle son avenir en main ou se soumet-elle à l'UE? Tous les autres partis évitent soigneusement de prendre une position claire face à l'UE. L'UDC, en revanche, estime que sa tâche prioritaire est de veiller à ce que la Suisse ne conclue pas d'accord de type colonial avec l'UE. Mais pour atteindre cet objectif, elle doit renforcer sa présence au Conseil des Etats. Pour donner de la

lumière dans la «chambre noire» du Conseil des Etats, le groupe parlementaire UDC a exigé que les votes des membres du Conseil des Etats soient affichés. Les citoyennes et les citoyens doivent pouvoir constater eux-mêmes ce que défendent les sénateurs qu'ils ont élus. L'UDC se bat pour plus d'ouverture et de transparence au Conseil des Etats afin qu'il cesse de glisser à gauche et en direction de l'UE.

## Davantage d'UDC au Conseil des Etats

Dans la perspective des élections 2011 au Conseil des Etats, l'UDC présentera ses propres candidats dans un maximum de cantons. Les candidats de l'UDC s'engagent pour une politique axée sur les intérêts de la patrie et l'indépendance de la Suisse.

## Exigences de l'UDC:

- ▶ **les votes du Conseil des Etats doivent être affichés comme au Conseil national afin que chaque citoyen puisse se rendre compte des prises de position de chaque élu. Cela créera la transparence et la confiance.**
- ▶ **il serait temps que les conseillers aux Etats s'occupent davantage de politique que de leurs mandats de lobbyistes.**

# UDC – le parti de l'action!

Je deviens membre de l'UDC

Merci de m'envoyer des informations supplémentaires sur l'UDC.

Merci de m'envoyer des informations supplémentaires sur le thème:

Je soutiens l'UDC parce que je m'engage pour la Suisse.

Je verse donc Fr. .... sur le **CCP 30-8828-5**.

Merci de m'envoyer un bulletin de versement.

IBAN-Nr: CH83 0023 5235 8557 0001 Y

## Expéditeur:

Nom/Prénom

Rue

NP/Lieu

Téléphone

Courriel

Date/Signature

A renvoyer à:

UDC Suisse  
Secrétariat général  
Case postale 8252  
3001 Berne  
Tél. 031 300 58 58  
Fax 031 300 58 59  
info@udc.ch

[www.votez-udc.ch](http://www.votez-udc.ch)



Pour une Suisse forte